

OBJET : AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC SUR L'ENSEMBLE DE LA VILLE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6 ;

VU le Code de la route, notamment l'article R 417 ;

VU l'Arrêté Municipal n° 2022/321 du 13 janvier 2023 réglementant la circulation sur le territoire de la ville d'ARPAJON ;

VU l'Arrêté Municipal n°2023/092 du 10 mai 2023 réglementant l'arrêt et le stationnement à ARPAJON ;

VU la demande formulée le lundi 6 janvier 2025, par l'entreprise SFRE représentée par Monsieur le Directeur de l'entreprise, concernant l'occupation du domaine public, pour effectuer des travaux de mise en sécurité et des travaux d'entretien de la voirie (trottoirs et chaussée) sur l'ensemble de la ville ;

CONSIDERANT la nécessité d'occuper le domaine public pour réaliser ces interventions ;

Le Maire de la commune d'Arpajon.

ARRETE

Article 1 : Du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025, l'entreprise SFRE est autorisée à effectuer des travaux de mise en sécurité et des travaux d'entretien de la voirie (trottoirs et chaussée) sur l'ensemble de la ville.

Article 2 : A l'approche du chantier, l'entreprise aura à sa charge la signalisation temporaire du chantier sur le domaine public et sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Ladite signalisation devra être conforme aux dispositions alors en vigueur.

Article 3 : Les services techniques devront être informés de tous travaux sur le domaine public, **15 jours** avant le début des interventions.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Madame la Directrice Générale des Services,
- Madame la Commissaire de Police d'Arpajon,
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur, UTD Nord-Ouest,
- Monsieur le Directeur, GROUP INDIGO,
- Monsieur le Directeur, entreprise SFRE, bénéficiaire de l'autorisation.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Arpajon, le 15 JAN. 2025



Le Maire-Adjoint,

Thierry FICHEUX

Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent arrêté et informe que cet acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois, à compter de la présente notification.
Le Maire,
Christian BERAUD